

Un an après la fin de la guerre : le Vanni, dans la peur et le désespoir

Six mois après la fin de la guerre, en novembre 2009, le gouvernement du Sri Lanka a assoupli les restrictions de voyage vers le Vanni et a commencé à autoriser le retour de certaines personnes déplacées dans leurs villages.

Bien que le gouvernement maintienne encore certaines restrictions de voyage, j'ai pu me rendre plusieurs fois dans ces régions. Mes visites à Vanni, sans lit, salle de bain, eau courante ou électricité, m'ont permis de mieux connaître et comprendre les conditions de vie après la guerre. Ces visites n'ont fait que renforcer mon admiration pour certains de mes amis, prêtres et religieuses catholiques, qui m'ont chaleureusement accueilli et hébergé à chacun de mes séjours, malgré la vie très rudimentaire et difficile qu'ils ont choisie.

Mes visites m'ont conduit dans les villages de l'intérieur du Vanni. De Paranthan sur la route A9 à Ponneryn, et plus au Sud sur la route A32, jusqu'à Vidathalthivu, par les villages de Mulangavil, Thevanpidy et autres. Nous avons aussi visité les villages et villes de Mallawi, Thunukai, Uruthirapuram Sannar, Eechalavakai. Dans le district de Mannar, nous sommes allés à Adampan, Alkataveli, Uylankulam etc. A l'est de la route A9, dans le district de Mullaitivu, nous nous sommes rendus à OdduSudan, Katsilaimadu et même à Vattapalai sur la A34.

La A9 était encombrée d'autobus, de fourgonnettes et de luxueux véhicules (Prado, Defender etc.). J'ai parlé à plusieurs personnes qui pour la plupart semblaient être des touristes venant du Sud et se dirigeant vers Jaffna. Les panneaux sur les bus témoignaient de la diversité de leurs lieux d'origine, pratiquement tous les districts du Sri Lanka. J'ai vu de nombreux voyageurs pique-niquer à l'ombre des arbres sur le bord de la route, d'autres admirer les monuments aux morts érigés par l'armée.

Par contre je n'ai vu ni touristes ni véhicules de luxe sur les routes poussiéreuses, défoncées et chaotiques au de-delà de la A9. Au terme de chaque voyage dans une fourgonnette, le chauffeur me disait qu'il devait envoyer le véhicule au garage pour entretien et réparations ! Les trous béants de la route étaient plus faciles à éviter quand je voyageais en moto, malgré l'inconfort de la poussière, de la chaleur et de la position assise prolongée.

Qu'est-ce qui se cache au-delà de la route A9 ?

Presque chaque fois que nous quittons la A9 ou la route Mannar – Medwachiya pour aller dans les villages de l'intérieur, cela semblait soulever les soupçons et la curiosité des soldats qui nous lançaient les questions familières des années précédentes, telles que « Où allez-vous ? », « Pourquoi allez-vous là-bas ? » « Qui êtes-vous ? ». Ils ne semblaient pas se satisfaire de notre réponse que nous allions rendre visite à des amis. Dans la région du Vanni, le fait de rendre visite à des amis semble être une chose anormale et suspecte !

Mes amis tamouls venant du Nord étaient choqués par ces questions.

« C'est notre terre, notre peuple y vit, ces soldats viennent de l'extérieur, comment osent-ils nous poser ces questions et nous arrêter ? Pourquoi ne puis-je pas me rendre chez moi ? Pourquoi ne puis-je pas rendre visite à ma famille et à mes amis ? Pourquoi ne puis-je pas inviter des amis ? » C'était un leitmotiv de colère et de frustration que j'entendais souvent mes amis prononcer.

La plupart de mes amis étaient des prêtres et religieuses chrétiens, certains se rendant sur leurs propres terres et dans leurs propres maisons, là où ils avaient grandi, où leurs familles avaient vécu et vivaient encore. C'était là aussi qu'ils avaient exercé leur ministère religieux et social, et où leurs collègues vivaient et travaillaient maintenant dans des circonstances très difficiles.

Le fait que je sois un Cinghalais de Colombo semblait soulever encore plus de soupçons et de curiosité parmi les soldats.

Nous leur demandions pourquoi ils essayaient de nous empêcher de voyager, d'autant plus que ces zones avaient été officiellement déclarées déminées et que des populations y vivaient déjà.

« Nous ne savons pas, nous ne faisons qu'obéir aux ordres » était la réponse imparable. Certains soldats s'excusaient. On nous a plusieurs fois expliqué qu'il nous fallait obtenir l'autorisation du Ministère de la défense, ou que nous devions nous rendre dans un QG de brigade proche pour demander une permission spéciale ou un laissez-passer.

Mes amis et moi essayions de garder notre calme ; parfois les soldats des postes de contrôle essayaient de nous aider en contactant leurs supérieurs tandis que nous attendions patiemment. Certains soldats faisaient tout leur possible pour apaiser nos frustrations en nous offrant des chaises, en bavardant avec nous et en nous donnant des informations sur le mauvais état des routes ! Je pense qu'ils ne pouvaient guère nous offrir plus. Une fois, alors que nous attendions depuis une demi-heure près de Paranthan sur la A9, un soldat est arrivé à bicyclette pour informer le poste de contrôle que le commandant avait accordé une permission spéciale pour que nous nous rendions jusqu'à Uruthirapuram.

Une autre fois, avec un ami prêtre de Mannar, nous attendions en vain sous un soleil brûlant depuis près d'une heure au poste de contrôle de l'intersection de Mankulam dans l'attente de l'autorisation de rendre visite aux personnes qui venaient de se réinstaller à OdduSudan. L'autorisation n'est jamais arrivée et nous avons laissé au poste de contrôle des soldats gênés et confus, et avons fait demi-tour.

Une autre fois encore, nous avons patiemment attendu à un barrage à Vattapalai dans le district de Mullaitivu pendant près de 30 minutes, pendant que l'officier de garde contactait ses supérieurs, qui à leur tour contactaient leur supérieur hiérarchique. Nous voulions aller à Killinochi par le chemin le plus court en passant par Puthukudiruppu ; nous savions que cette route était déjà ouverte, mais pas aux civils. L'autorisation n'est jamais arrivée et nous avons fini par faire demi-tour et emprunté l'itinéraire le plus long par Mankulam. Lorsque nous sommes repartis, des officiers ont proposé de nous appeler sur nos téléphones portables s'ils recevaient l'autorisation de nous laisser passer, mais nous n'avons reçu aucun appel. Plusieurs autres fois, les soldats ou officiers des postes de contrôle ont accepté de nous laisser passer après quelques instants d'hésitation.

Quoi qu'il en soit, comme nous l'avons fait avec les LTTE lorsqu'ils contrôlaient la région de Vanni et imposaient des restrictions pour se rendre à Mullaitivu et dans les autres villages de l'intérieur, mes amis et moi avons réussi à négocier avec les personnes qui tentaient de nous empêcher d'aller voir nos amis des villages de l'intérieur.

Militarisation

Sur la plupart des routes de la région de Vanni, aussi bien sur la route A9 que sur les routes intérieures, j'avais l'impression de circuler dans un camp militaire. Toutes les routes étaient parsemées de camps militaires et de postes de contrôle.

A Pooneryn, la route principale traversait littéralement un camp militaire de construction récente. Dans plusieurs autres endroits, notamment sur la A9, des camps militaires occupaient la route principale goudronnée, et nous, les civils, étions obligés de les contourner par des chemins de fortune boueux et poussiéreux. Dans la jungle à la végétation plus dense, des panneaux de signalisation sur le bord de la route indiquaient les camps militaires situés dans la forêt.

Partout les soldats étaient en uniforme et armés. Certains étaient en civil mais étaient facilement identifiables au fusil qu'ils portaient à l'épaule, même lorsqu'ils circulaient à pied ou à bicyclette. D'autres soldats se reposaient,

jouaient au cricket ou se baignaient dans des petits cours d'eau. Les bâtiments qui étaient dans le meilleur état étaient tous des structures de l'armée ou de la police. Je partageais complètement le sentiment qu'exprimait un vieil homme de Mulangavil : « **On dirait que cette terre leur appartient (aux militaires) et que nous sommes des étrangers, alors qu'en réalité ce sont eux qui s'approprient nos terres** ».

Il est évident que l'armée s'occupe peu à présent d'affaires militaires. J'ai vu et entendu dans plusieurs endroits que les militaires aidaient à la construction de routes, à la distribution de l'eau, à l'organisation de manifestations culturelles et sportives, etc. J'ai également entendu parler des efforts de certains officiers qui aidaient les civils à satisfaire leurs besoins fondamentaux. Etant donné les énormes besoins de la population en matière de services et d'infrastructures de base, l'extrême indigence de l'administration civile et la réticence du gouvernement à autoriser les ONG à aider les personnes dans le besoin, celles-ci dépendent des militaires même pour des services de base comme l'eau.

Craintes en matière de sécurité

De nombreux civils que j'ai rencontrés manifestent des craintes profondément enracinées en raison de la massive présence militaire et du souvenir des exactions passées. « Nous avons peur de laisser nos enfants se promener dans l'obscurité » nous a confié une mère.

Des renforts ont été envoyés aux religieuses catholiques qui s'étaient rapprochées de la population, afin qu'elles ne restent pas seules.

Un homme de Kathalampiddy, près de Vidathalthivu, nous a déclaré : « **Le service de renseignement de l'armée m'a accusé plusieurs fois d'appartenir aux LTTE. Un autre garçon a subi la même accusation. L'armée a prévenu un villageois que je serais emmené. J'ai peur de me déplacer tout seul.** » « Bien que seulement deux personnes aient reçu des menaces, tout le village a peur maintenant » nous a dit une femme du village.

« L'armée s'en ira-t-elle bientôt ? » m'a demandé un jeune homme inquiet ; je n'avais pas de réponse.

Les serpents ont suscité des frayeurs dans plusieurs villages que j'ai traversés. Dans l'un, des morsures de serpents avaient entraîné la mort de deux personnes, et de nombreuses blessures.

Abus sexuels

« Sous nos propres yeux, et dans nos locaux, les militaires touchaient une fillette... alors que se passerait-il si nous n'étions pas là ? » m'a demandé une sœur catholique rencontrée dans la région de Vanni.

Malgré la massive présence militaire, une femme a été violée dans la région récemment repeuplée d'Alkataveli, près d'Adampan et au Nord de Mannar, et une personne a été tuée à Killinochi. Le poste de contrôle et les soldats n'ont pas pu empêcher ces crimes ou traduire les auteurs en justice. Un incident d'abus sexuel par un soldat à Nachikuda m'a été rapporté. J'ai entendu parler d'autres incidents de viol, abus sexuels, meurtres, mais je n'ai pas pu obtenir de confirmation.

Deux jeunes écolières se sont plaintes à nous du fait qu'elles étaient harcelées par des demandes constantes de présenter leurs cartes d'identité lorsqu'elles se rendaient à bicyclette à l'école d'Illupaikadavai. « Ils ne demandent rien aux garçons, seulement aux filles, même s'ils savent qu'à notre âge nous n'avons pas de carte d'identité, et s'ils nous connaissent. On dirait qu'ils essaient de flirter avec nous » nous a raconté une fillette.

Heureux d'être de retour... mais le retour est incomplet

La plupart des personnes que j'ai rencontrées engageaient la conversation avec de grands sourires, disant qu'elles étaient heureuses d'être de retour sur leurs propres terres, bien qu'elles aient tout perdu et en dépit des conditions difficiles.

Mais au fur et à mesure que nous les écoutions, nous restions souvent sans voix et impuissants devant les larmes emplissant leurs yeux.

La plupart des familles ne sont pas revenues au complet. Outre les biens matériels, il leur manque des proches qui ont été tués, emprisonnés ou ont disparu.

Discrimination parmi les morts

La plupart des personnes que j'ai rencontrées dans le Vanni ont perdu des parents, des enfants, des frères et des sœurs, des grands-parents et autres parents proches qui ont été tués au cours des derniers mois de la guerre en 2009. Cet état de fait semblait presque normal et inévitable dans la plupart des villages que j'ai visités dans la région de Vanni.

Depuis 2006, j'avais rencontré des familles de Cinghalais tués dans des attaques à la mine claymore et des attentats suicides perpétrés par les LTTE dans des villages comme Kebidogollwe et Moneragela. Le chagrin que j'ai éprouvé avec eux n'était guère différent de celui ressenti auprès des Tamouls de Vanni. Les larmes et le chagrin ne semblaient avoir aucune dimension ethnique.

Mais la façon dont la société et le gouvernement y font face semble certainement avoir un aspect ethnique.

La société et gouvernement ont rapidement condamné les meurtres perpétrés par les LTTE et pleuré les morts avec les familles endeuillées. Les familles des Cinghalais victimes d'attaques à la mine claymore et d'attentats suicides ont reçu des actes de décès et une indemnisation versée par le gouvernement et même par des commerciales. Ils ont tous eu des funérailles, souvent avec une couverture médiatique, parfois avec l'aide de l'Etat. Je l'avais vu à la télévision et dans les journaux, des membres des familles et des villageois m'en avaient parlé. Je pensais qu'il s'agissait là de mesure de base, même si nous savons tous qu'il est impossible de compenser la perte d'une vie humaine.

Mais il semble que la société sri-lankaise soit peu encline à se lamenter avec les Tamouls qui ont perdu des milliers de proches en quelques mois. Il n'y a pas eu de certificats de décès, d'indemnisation ou de funérailles pour les innombrables victimes tamouls. « **Nous n'avons pas eu le temps de pleurer nos morts, et encore moins de les enterrer. Nous avons dû nous enfuir en piétinant les cadavres pour avoir la vie sauve** », nous confie une femme qui a perdu ses deux enfants.

« Près de 25 personnes ont été abattues dans le « canton » de Manthai Ouest. Je me souviens parfaitement de tous les détails concernant les victimes, les témoins etc., et j'aide les survivants à obtenir des actes de décès et une indemnisation. Mais je n'ai reçu aucune consigne du gouvernement. Je crois que le gouvernement souhaite dissimuler le nombre de victimes. J'ai peur d'agir de ma propre initiative car je risque de m'attirer des ennuis » m'a répondu un des administrateurs d'un village de la division de Manthai Ouest.

J'ai essayé de savoir quelles étaient les formalités pour se procurer un acte de décès, sans succès. Dans la région de Vidathalthivu, on m'a dit qu'une unité sanitaire mobile délivrait des actes de naissance et de décès, mais qu'aucune demande de certificat de décès n'aboutissait.

Familles des personnes disparues, détenues, blessées

Les familles des morts n'étaient pas les seules à pleurer.

Beaucoup ignoraient si leurs proches étaient morts ou vivants. Et s'ils étaient vivants, où ils se trouvaient. La plupart avaient vu partir leurs enfants, mari, frère etc. avec l'armée. Puis elles les avaient recherchés dans les camps de déplacés internes, les centres de détention, les hôpitaux, avec leurs parents. A quelques exceptions près, peu avaient réussi à les retrouver.

« Je suis à la recherche de mon troisième fils et je pleure tous les jours. Il a été blessé et transporté dans un hôpital par les forces armées. On m'a dit qu'il était à l'hôpital de Mannar ; j'y suis allée. Avec l'aide de la police locale, j'ai trouvé le nom de mon fils sur les registres. A l'hôpital on m'a dit qu'à sa sortie l'Armée l'avait emmené. Mais je n'ai pas réussi à trouver les militaires qui l'ont emmené. Je n'arrive pas à trouver mon fils. Qui trouvera mon fils ? Il y a tant de mères et de pères dans cette situation. Est-ce que ceux qui ont gagné les élections vont retrouver nos enfants ? » s'est lamentée une mère de Krishnapuram.

En avril, avec des amis, nous avons rencontré un homme de 67 ans dans la Zone 4 du camp de déplacés internes de Menik Farm (Chettikulam, district de Vauniya) pour l'aider à retrouver son fils disparu. Nous nous sommes rendus à l'hôpital de Padaviya où il avait été admis après avoir été évacué de la région de Vanni par le CICR en mars 2009. Les registres de l'hôpital de Padaviya indiquent que son fils, qui était déficient mental, y avait effectivement été admis avant d'être transféré à l'hôpital de Vavuniya. Lorsque nous sommes arrivés à l'hôpital de Vavuniya, il n'y avait aucune trace de son admission.

Beaucoup d'autres personnes que j'ai rencontrées avaient des histoires similaires.

Dans chaque village, j'ai également rencontré des personnes dont les enfants et des proches avaient été détenus pendant presque une année, et certains pendant plusieurs années. Ils n'avaient été inculpés par aucun tribunal. Ils n'avaient qu'un contact limité avec leurs amis et leurs familles, et aucun contact avec le CICR ou des avocats.

« Je suis revenue dans mon village. Je pourrais sans doute reconstruire ma maison. Mais mon fils est en prison. Je ne sais pas quand il pourra rentrer à la maison. D'abord les LTTE l'ont emmené, et maintenant il est entre les mains de l'armée. Comment puis-je me réjouir de mon retour alors que mon fils est encore prisonnier et que je ne sais pas ce qu'il va advenir de lui ? » nous a demandé une mère noyée de chagrin.

Chaque fois que je me rends dans les bureaux de la Commission nationale des droits de l'homme (NHRC) à Jaffna et Vavuniya, je vois des familles angoissées devant la liste affichée par la NHRC. Cette liste comporte plus d'un millier de noms de personnes qui ont été emprisonnées dans le camp de détention de Boosa et ailleurs. Mais les représentants du gouvernement prétendent qu'il y a plus de 10.000 détenus rien qu'au camp de Vavuniya. Des milliers d'autres se trouvent dans des centres de détention de tout le pays.

Mais ces familles démunies ne disposent d'aucune liste globale dressée par une agence gouvernementale ou indépendante pour savoir si leurs enfants ou leurs proches se trouvent dans un centre de détention officiel.

Crainte de la domination cinghalaise

A l'intérieur du Vanni, j'ai pu voir de nombreux panneaux signalétiques en cinghalais. Malgré le fait que la plupart de la population civile du Vanni est aujourd'hui d'expression tamoule, le tamoul était visiblement absent de beaucoup de panneaux signalétiques.

Certains lieux et noms avaient été rebaptisés en cinghalais par les militaires. Alors que je photographiais un panneau en cinghalais indiquant « Ali handiya » (ce qui signifie carrefour des éléphants) sur la route Mankulam – Mullaitivu, un officier de l'armée s'est précipité pour nous en empêcher et nous a demandé pourquoi nous prenions des photos. A notre tour nous lui avons demandé pourquoi ce panneau avait été mis en place. « Le nom

tamoul est trop long est compliqué ; lorsque nous avons pris le contrôle de la région nous lui avons donc donné ce nom, beaucoup plus simple pour nous » a-t-il expliqué. Mon ami de Mullaitivu qui se trouvait à l'intérieur de la fourgonnette n'a pas bronché ; mais plus tard il n'a pas pu cacher sa colère et son amertume.

Certains panneaux signalétiques en cinghalais portent le nom de soldats cinghalais : Gamini Kularatne Mawatha à Pampaimottai et Ranawiru Abeyesundara Mawatha à Kalliyadi par exemple. Lorsque j'ai demandé à un villageois ce que cela voulait dire, il m'a dit qu'il croyait que c'était le nom de son village écrit en cinghalais ; il a été choqué lorsque je lui ai dit que ce n'était pas le nom du village mais celui d'un soldat cinghalais.

A l'intersection de Mankulam sur la route A9 se trouve un panneau dans les trois langues. Mais outre les noms cinghalais habituels et acceptés, le panneau mentionne aussi des noms cinghalais plus anciens. « C'est une volonté de montrer que ces terres sont cinghalaises », m'a affirmé un prêtre tamoul.

Priorité au bouddhisme, même dans les villages hindous et chrétiens

Il est frappant de voir sur la A9, dans la ville de Killinochi, une grande arche proclamant « Que rayonne le Bouddhisme ». D'après ce que j'ai retenu de mes entretiens avec les civils que j'ai rencontrés, la vaste majorité des civils étaient des hindous et un grand nombre chrétiens. Et bien évidemment aucun panneau ou arche ne proclamait « Que rayonne l'hindouisme » ou « Que rayonne le christianisme ». Le Lumbini Viharaya, le sanctuaire bouddhiste de la ville de Killinochi, était impeccablement tenu et faisait indiscutablement l'objet de beaucoup de soin.

A côté, les kovils hindous et les églises chrétiennes étaient manifestement en mauvais état ; certains étaient à l'abandon et les bâtiments endommagés.

Le long de la A9 et des petites routes des villages de l'intérieur, de nouveaux monuments et statues bouddhistes resplendissants étaient visibles. Il s'agissait toujours de villages où les populations civiles étaient en grande majorité hindoues et chrétiennes. J'ai vu des soldats nettoyer un endroit où se trouvait un figuier des pagodes, sans doute pour y installer encore une autre statue de Bouddha.

J'ai même vu un dagaba bouddhiste dans une église catholique qui été occupée par l'armée la première fois que je me suis rendue dans la région de Manthai Ouest dans le district de Mannar, juste après l'autorisation du retour des populations.

J'ai un grand respect pour le bouddhisme. Mais je me demande pourquoi on a accordé une telle place au bouddhisme dans des villages où la population civile est majoritairement hindoue et chrétienne. Est-ce parce que notre constitution comporte une clause accordant « une place prépondérante au bouddhisme ? » Ou pour montrer que le bouddhisme est *la* religion de Sri Lanka et que désormais les habitants du Vanni feraient mieux de l'accepter ?

Nouveaux monuments pour l'armée et destruction des cimetières des militants tamouls

Le long de la A9, comme à Killinochi et à Elephant Pass ainsi que dans les villages de l'intérieur comme à Pooneryn, on pouvait voir des monuments érigés par les militaires. Ils symbolisent la victoire des militaires et du gouvernement mais, pour la plupart des tamouls que j'ai rencontrés, ils sont le symbole de la prise de possession de leurs terres par l'armée. Et la glorification d'une guerre qui a tué et blessé des milliers de leurs proches.

Il n'y avait aucun monument pour les milliers de civils tamouls tués et disparus pendant la guerre. J'ai demandé à de nombreuses reprises, dans beaucoup d'endroits et à des quantités de personnes s'il y avait des monuments pour rappeler les milliers de civils tamouls tués et disparus, mais il n'y en avait aucun.

Pire encore est la destruction par l'armée des cimetières des cadres des LTTE. J'en ai vu un au moins à Vanni, alors que j'avais déjà vu plusieurs destructions semblables à Jaffna. Malgré leur brutalité et leur bilan de violence et de tuerie, les LTTE avaient la tradition du respect de leurs cadres décédés et avaient permis aux parents et aux amis de visiter les tombes de leurs proches et d'observer les rituels religieux et culturels, en particulier les jours de l'anniversaire de naissance et de décès. Maintenant les membres de la famille ne peuvent se réunir que devant un tas de cailloux.

Redéplacement et occupation des terres par l'armée

Lors de ma dernière visite au Vanni, au début de cette semaine, je me suis rendu à Echalavakai, sur la route Periyamadu en venant de Vidathalthivu, dans le district de Mannar. J'y ai rencontré des personnes déplacées qui vivaient encore dans des tentes sur les terres communes du village. Parmi eux se trouvait un bébé de 10 jours.

« Le Secrétaire de la Division nous a dit que nous pouvions retourner sur nos terres. Nous avons donc quitté les camps. Mais quand nous sommes arrivés et avons commencé à nettoyer nos terres, sur lesquelles nous avons vécu pendant plus de 25 ans, l'armée nous a dit de partir. Lorsque nous leur avons demandé pourquoi, ils nous ont dit qu'ils allaient prendre nos terres pour établir un camp militaire », nous a raconté un villageois.

Plus tard on nous a montré ces terrains, à Sannar dans les environs, où des avis fixés aux arbres indiquaient « Ces terrains sont réservés à l'armée. »

Maisons

La plupart des maisons avaient été endommagées. Presque toutes les personnes que j'ai rencontrées vivaient dans des abris de fortune de toile et de tôle fournis grâce à l'aide étrangère. Beaucoup d'autres encore vivaient dans des maisons délabrées. La première fois que je me suis rendu à Adampan, certaines personnes habitaient dans une église.

Nous avons également vu plusieurs maisons détruites, certaines complètement. Elles devront être entièrement reconstruites. D'autres n'étaient que partiellement détruites.

On m'a raconté que certaines maisons avaient été endommagées suite aux actes de guerre. D'autres avaient simplement été abandonnées au fur et à mesure que l'armée avançait. Plusieurs avaient été transformées en bunkers par les LTTE. D'autres avaient été occupées par l'armée, et certaines le sont toujours.

Je n'ai vu pratiquement aucune maison en bon état, à l'exception de certaines occupées par l'armée.

« Nous avons dû abandonner vers la fin de la guerre la maison que nous avons construite. Lorsque nous sommes revenus, la maison n'avait plus ni toit, ni fenêtres, ni portes. Il n'y a pas eu beaucoup de combats dans ces régions. Qui les a emportés ? Pourquoi ? Quel est le rapport entre la guerre, le terrorisme, les LTTE et le toit, les fenêtres et les portes de notre maison ? » s'interrogeait le directeur d'une école près de la ville de Killinochi.

« Lorsque nous sommes revenus (après le déplacement), nous avons découvert que tous les toits, fenêtres et portes avaient disparu de toutes les maisons, sauf une. Si cette dernière avait toujours un toit, c'est qu'elle avait servi de camp à l'armée. Des articles ménagers précieux avaient également disparu », a commenté un homme d'âge moyen de Vattapalai, près de Mullaitivu. Un autre homme du même âge de Katsilaimadu, près de Mullaitivu aussi, a manifesté clairement sa colère « J'ai entendu que les portes, fenêtres etc. étaient à vendre. Cela veut dire que l'on vend les objets qu'on nous a volés. Il n'y a pas eu de guerre ici, nous avons tout laissé. Les murs des maisons sont toujours là, mais rien d'autre. »

Education

Sur la route A9 et dans l'intérieur, nous avons vu beaucoup d'écoliers. Certains bâtiments scolaires ont été restaurés, certains n'ont pas été réparés après avoir été endommagés ou abandonnés. Nous avons vu que beaucoup de classes avaient lieu en plein air sous les arbres.

Lors de l'une de mes visites à Thevanpidy, j'ai été surpris d'entendre que l'église, la résidence du prêtre et même le jardin avaient servi d'école, celle-ci ayant été endommagée. Lors d'une visite, j'ai appris que certaines classes avaient encore lieu dans l'église.

L'un de mes amis de Jaffna enseigne aujourd'hui dans cette école. « Nous faisons de notre mieux pour enseigner nos enfants. Mais nous, qui essayons de les éduquer, n'avons pas d'hébergement décent, alors que l'armée et la police disposent de bâtiments corrects », s'est lamenté mon ami, qui passe la semaine dans les bâtiments de fortune de l'école et retourne tous les weekends dans sa famille à Jaffna.

Nous avons eu l'opportunité de discuter avec plusieurs élèves, enseignants et directeurs d'écoles, et un Directeur adjoint de région pour l'éducation, que j'ai rencontré par hasard dans le train qui me conduisait à Vanni. Voici quelques unes des histoires que nous avons entendues :

- A l'école publique mixte tamoule de Panikankulam, sur la A9, on compte 19 enseignants pour 18 élèves. Les enseignants ont 2-3 heures de trajet par jour, parfois même plus, pour venir de Jaffna et Vavuniya. Un service de car gratuit était assuré jusqu'aux élections présidentielles du 26 janvier mais, depuis, les professeurs doivent consacrer la plus grande partie de leur salaire au transport.
- Mais dans d'autres écoles le manque de professeurs était manifeste. Un directeur nous a dit qu'il n'avait pas de professeurs de mathématiques, de sciences et d'anglais.
- Nous avons rencontré quelques étudiants (de 17-18 ans) qui avait présenté l'examen pour obtenir leur diplôme d'études secondaires supérieures (G.C.E Ordinary Level) en décembre 2009, et se proposaient maintenant comme enseignants suppléants bénévoles.
- Lors de notre visite en février, seules 10 écoles sur les 54 de la division de Thunukai avaient ouvert. 18 écoles sur 29 fonctionnaient dans la division de Poonagary.
- Dans deux écoles au moins on nous a rapporté que les enfants doivent parcourir à pied au moins 8 km par jour (4 km aller et 4 km retour) pour se rendre l'école car il n'existe ni service de car ni aucun autre moyen de transport.
- Certains enfants sont obligés d'aller dans des écoles très éloignées car celles de leurs villages n'ont pas encore rouvert.
- Plusieurs enfants nous ont dit qu'ils n'avaient reçu ni livres ni cahiers.
- Nous avons constaté que certains enfants portaient un uniforme, d'autres non. « Beaucoup d'enfants n'ont pas d'uniforme, et n'en ont pas reçu ; leurs parents, sans aucun moyen de subsistance, n'ont pas les moyens de leur acheter des uniformes. Nous les autorisons donc à venir à l'école sans uniforme » nous a expliqué un directeur d'école.
- L'essentiel de l'assistance accordée aux étudiants ne vient pas du gouvernement mais de l'ONU. Le programme alimentaire mondial des Nations unies (PAM) assure le déjeuner de midi pour certains étudiants. Un directeur d'école nous a expliqué que les subventions du PAM couvraient le riz, les dhal et l'huile et représentaient en moyenne 2,00 roupies par étudiant.

- L'UNICEF fournit la plupart des autres fournitures, depuis les tapis sur lesquels s'asseyaient les enfants (à l'intérieur et dans les classes en plein air) jusqu'aux cartables, livres, outils, etc.
- Plusieurs directeurs d'écoles et professeurs nous ont également rapporté que des professeurs et des enfants avaient été tués pendant les derniers mois de la guerre. Les directeurs nous ont aussi parlé d'étudiants qui avaient été enlevés / recrutés par les LTTE. Un directeur a ajouté que quelques étudiants enlevés étaient maintenant détenus par le gouvernement

Restaurants militaires et restaurants populaires

L'un des premiers moyens de subsistance lorsque les populations sont retournés dans les villages du Vanni étaient les petits tea shops établis le long de la A9 et d'autres routes.

Mais ces établissements étaient éclipsés par les restaurants populaires (Janaavanhalas) plus grands, plus coquets et mieux équipés, construits par les militaires. Chaque fois que je parcours la A9, il semble qu'il y ait davantage de restaurants gérés par les militaires. Au niveau de la petite intersection de Paranthan, on comptait près de 10 de ces restaurants, gérés par diverses divisions et brigades militaires.

« Nous n'avons rien, nous devons redémarrer à zéro et voulons développer notre affaire petit à petit. L'armée dispose des ressources lui permettant de construire de grosses structures, avec des réfrigérateurs, tables, chaises etc., et de payer le personnel. Les visiteurs qui arrivent du Sud en autocars et en fourgonnettes vont dans les grands restaurants gérés par l'armée. La plupart des voyageurs étant des Cinghalais qui viennent du Sud préfèrent peut-être aller dans les restaurants gérés par les soldats cinghalais. Par conséquent, bien que des milliers de cars et de fourgonnettes circulent sur la A9, nous avons très peu de clients et il est très difficile de monter et de développer son propre tea shop », se plaignait une vieille femme qui tenait le petit établissement où je m'étais arrêté pour boire du thé.

Agriculture et pêche

En visitant la région de Vanni, j'ai été frappé par les terres fertiles et les espaces verts, surtout autour d'Adampan. Il était réconfortant de voir que quelques agriculteurs avaient déjà commencé à cultiver leurs champs.

Cependant, dans la majeure partie des districts de Killinochi et Mullaitivu, il n'y avait encore aucune culture et j'ai rencontré des agriculteurs désespérés qui attendaient de se remettre au travail. Certains avaient reçu du matériel agricole, mais pas de semences. Mais surtout beaucoup n'avaient pas encore accès à leurs terres. Certaines zones étaient toujours occupées par l'armée, d'autres n'avaient prétendument pas encore été déminées, et d'autres avaient tout simplement été déclarés interdites sans raison aucune.

Les pêcheurs de la côte occidentale ont eu plus de chance en ce qui concerne la levée des restrictions depuis la fin de la guerre. Mais certaines restrictions subsistent néanmoins, notamment autour d'Iranathivu, de Periyathivu et de Sinnathivu, toutes occupées par la Marine.

Certains pêcheurs se sont plaints auprès de nous d'avoir été frappés par les forces de marine. **« Nous pensions que les restrictions avaient été levées et sommes allés pêcher dans ces zones poissonneuses. Mais les forces de marine nous ont battus en nous disant que nous ne pouvions pas pêcher dans cette zone car elle appartient à la marine. Ils auraient au moins pu nous informer sans nous frapper ! »** C'est l'expérience que nous a raconté un groupe de pêcheurs.

Le principal problème auquel sont confrontés les pêcheurs est le manque de bateaux et de filets, qu'ils ont dû abandonner lorsqu'ils se sont enfuis pour garder la vie sauve. Ils n'ont perdu presque tous leurs bateaux et filets, les autres sont endommagés. Certains disent que des bateaux ont été volés. **« Nous avons près de 250 bateaux**

dans le village, aujourd'hui il n'en reste plus que 3 », nous a confié un pêcheur. Un autre nous a expliqué qu'il peut gagner environ 1.000 roupies par jour quand il va pêcher, mais qu'il ne peut y aller qu'une fois par semaine en raison de la pénurie de bateaux.

Les fonctionnaires, notamment les Grama Sevaka, les secrétaires de division et de district, ainsi que leurs agents, les professionnels de santé, les professeurs et les agents de l'éducation ont eux aussi repris le travail.

Liberté d'association

Le gouvernement essaie de limiter toute mobilisation pacifique et action collective de responsabilisation de la population dans la région de Vanni.

Le Groupe de travail présidentiel dirigé par le frère du Président, Basil Rajapakse, a autorisé certaines ONG à lancer des projets d'assistance aux populations dans le besoin. « **Mais cette autorisation ne concerne que la construction de maisons et d'infrastructures et la mise en place d'activités génératrices de revenus. Elle n'a pas été accordée pour les activités de conseil, de renforcement institutionnel et de responsabilisation. Notre champ d'action est limité** », a déclaré le responsable d'une ONG basée à Mannar qui offre un soutien à la population de Vanni.

« Nous avons essayé de créer une petite association pour aider les personnes démunies. Mais l'armée nous interdit de nous réunir », nous a dit un vieil homme à Vattapalai, près de Mullaitivu.

Que réserve le futur pour Vanni ?

La population de Vanni a beaucoup souffert sous le régime autoritaire des LTTE lorsque les habitants, enfants compris, était recrutés de force pour combattre, que toute opposition était réprimée et que beaucoup vivaient dans la pauvreté. Ensuite, pendant la guerre, où des villages entiers ont été déplacés plus de dix fois, certains ont été victimes de blessures, tous ont perdu leurs biens, et la plupart ont connu la mort, la disparition ou la détention de leurs proches.

Les personnes que j'ai rencontrées à Vanni sont donc heureuses que les bombardements aient cessé. Ils sont soulagés d'avoir été autorisés à retourner chez eux, après de multiples déplacements et détentions de la part du gouvernement.

Mais leur avenir est toujours incertain et redoutable.

La plupart des habitants des villages de l'intérieur vivent isolés, entourés de soldats dont ils ont peur. Les hommes vivent dans la crainte d'être enlevés et détenus. Les femmes et les jeunes filles vivent dans la crainte d'abus sexuels. Tous craignent aussi que les Cinghalais et les bouddhistes ne contrôlent leurs vies, leurs terres et leur culture.

Les étudiants s'inquiètent quant à l'accès aux établissements d'enseignement. Les agriculteurs et les pêcheurs attendent sont dans l'attente de reprendre leurs activités traditionnelles.

Même ceux qui ont souffert sous les LTTE et qui s'y sont opposés s'attristent de voir les cimetières des militants tamouls détruits et les monuments construits par les militaires pour les soldats cinghalais.

Le désespoir et la crainte s'aggravent alors que le reste du pays se prépare à une éclatante célébration de la victoire ; les habitants de Vanni pleurent leurs morts, essaient de retrouver leurs proches disparus, de se remettre de leurs blessures, d'attendre la libération de leurs parents détenus.

Les divisions entre Cinghalais et Tamouls, entre le Nord et le Sud sont de plus en plus manifestes. Si Sri Lanka est la maison d'une seule famille, où Cinghalais et Tamouls sont frères et sœurs, c'est comme si on assistait à

l'occasion de l'anniversaire de la fin du conflit armé à un enterrement et à un mariage célébrés dans deux pièces de la même maison pour les enfants de la même famille.

Un an après la fin de la guerre, la réconciliation serait un mot vain et creux si on ne s'employait pas à résoudre de tels problèmes.

Ruki Fernando
Chargé de programme, Droits Humains en Conflit
Law and Society Trust – Colombo

30 mai 2010